

## Isabelle Chaperon le Monde 18 janvier 2021

Le grand jour d'Antoine Frérot, le PDG de Veolia, est arrivé. Un an et cinq mois après avoir lancé son offensive sur Suez, le leader mondial des services à l'environnement est devenu officiellement propriétaire de son grand rival, mardi 18 janvier. C'est en effet à cette date que Veolia reçoit les 86,22 % du capital de Suez apportés, à ce stade, à son offre publique d'achat (OPA). Personne, cependant, ne jouera les bourgeois de Calais. Bertrand Camus, le directeur général de l'ex-numéro deux du secteur et figure de proue de la résistance contre Veolia, avait prévu de quitter le même jour la tour Suez, au sud du quartier de la Défense, dans les Hauts-de-Seine.

Selon les termes du traité de paix signé en mai 2021, Veolia conservera des activités de Suez allant des Etats-Unis à la Chine (50 000 collaborateurs, 10 milliards d'euros de chiffre d'affaires). De quoi porter les revenus du vainqueur à 37 milliards et ses effectifs à 230 000 employés. Le 31 janvier, Veolia revendra pour 7 milliards d'euros de chiffre d'affaires, soit 40 % des activités de Suez – dont celles en France dans l'eau et les déchets – à un consortium formé du fonds d'infrastructures français Meridiam (40 %), de l'américain Global Infrastructure Partners (40 %) et de la Caisse des dépôts et consignations (20 %). Ce « nouveau Suez » s'appellera Suez et [sera dirigé par Sabrina Soussan, ex-patronne du groupe suisse Dormakaba \(équipements de sécurité\)](#).

### Histoire d'euros

Banquiers d'affaires, avocats, consultants en tout genre n'ont pas eu à se plaindre de la bataille de l'eau. Selon les premières estimations, Veolia a déboursé environ 200 millions d'euros pour porter son attaque, avec le soutien du Crédit agricole, des avocats de Cleary Gottlieb et de l'agence de communication Havas. Une grande partie de ces dépenses sont liées au financement de l'opération, dont l'augmentation de capital de 2,5 milliards d'euros bouclée en octobre 2021.

De son côté, Suez a payé quelque 150 millions d'euros pour organiser sa défense, à l'aide de Rothschild, Bredin Prat ou encore Publicis. Cette somme ne tient pas compte des 25 millions d'euros d'indemnités de rupture versés au fonds d'investissement Ardian, qui avait monté un contre-projet avec l'américain GIP à la demande de la direction de Suez. Des sommes à mettre au regard de la rallonge de 1,4 milliard d'euros que Veolia a dû consentir.

### Soupçons d'espionnage

Veolia et Suez l'assurent en chœur : ils n'ont pas fait appel à des officines aux pratiques douteuses. Pourtant, des événements suspects ont été notés de part et d'autre. Début août 2020, peu après que Jean-Pierre Clamadieu, le président d'Engie, a annoncé que la participation de l'énergéticien dans Suez n'était plus « *stratégique* », des intrus ont été interceptés au 40<sup>e</sup> étage de la tour Suez, celui de la direction : ces individus ont expliqué avoir voulu profiter de la « *vue* » panoramique. « *C'est Veolia ?* », avait tout de suite demandé Bertrand Camus. Comme quoi, la confiance était déjà là...

Etrange aussi cette photo figurant dans le dossier d'enquête préliminaire du Parquet national financier qui cherche à faire la lumière sur le rôle d'Alexis Kohler, le secrétaire général de l'Elysée, dans cette OPA, après le dépôt d'une plainte par des syndicats de Suez. On y voit, selon le quotidien *Libération*, Antoine Frérot, son directeur de la communication, Laurent Obadia, le banquier d'affaires Jean-Marie Messier et Ismaël Emelien, l'ancien conseiller spécial d'Emmanuel Macron à l'Elysée, attablés dans un restaurant parisien. D'où provient cette photo ? Est-ce à dire que M. Frérot faisait l'objet d'une surveillance ou juste que, là aussi, la vue était belle ?

## **Total appelé à la rescousse**

En septembre 2020, Bertrand Camus a tenté de rallier à sa cause des grandes figures de l'establishment. Le directeur général de Suez a appelé au secours les grands du BTP et des concessions Martin Bouygues, patron du groupe du même nom, ainsi que Xavier Huillard, le PDG de Vinci, pour leur proposer de participer à un tour de table visant à reprendre à Engie les 29,9 % convoités par Veolia. Les deux ont refusé.

M. Camus a aussi tenté une piste plus étonnante. A l'heure où le tout Paris des affaires spéculait sur un intérêt de Total (désormais TotalEnergies) pour avaler Engie, le patron de Suez a également proposé à Patrick Pouyanné, le PDG de la compagnie pétrolière, de jouer les chevaliers blancs. Une façon de se positionner pour la suite. Le patron de Total a pris le temps de la réflexion mais a finalement décliné.

## **Bercy éconduit Berlin**

La lutte fratricide a même fait trembler l'axe franco-allemand. Berlin n'a pas compris, en effet, pourquoi Bruno Le Maire, le ministre de l'économie et des finances, si prompt à bouter le québécois Couche-Tard hors de France quand il s'agissait de racheter Carrefour, en janvier 2021, a laissé le fonds d'infrastructure américain GIP prendre 40 % du numéro deux de l'eau en France, alors que Remondis, un industriel rhénan, ne demandait qu'à être invité autour de la table.

C'est en tout cas le message que le camp allemand a passé à l'Elysée à la veille de la première visite officielle à Paris du nouveau chancelier, Olaf Scholz, le 10 décembre 2021. Le 22 décembre, M. Le Maire a mis fin à ces espoirs en donnant son feu vert à la reprise du nouveau Suez par le consortium incluant GIP.

## **La consécration d'Estelle Brachlianoff**

Antoine Frérot avait choisi depuis 2018 sa numéro deux, Estelle Brachlianoff, et espérait bien qu'elle lui succéderait. L'OPA a permis à cette X-Pont de 49 ans de gagner définitivement ses galons. Le 1<sup>er</sup> juillet, elle deviendra directrice générale de Veolia, tandis que son mentor en sera le président, comme l'a décidé le conseil d'administration, le 10 janvier. Sachant qu'Olivier Brousse, l'ex-patron de la Saur, arrivé en mai 2020 à la direction de la stratégie, qui faisait figure de rival interne, a quitté le groupe.

Alors que l'autoproclamé « club des cinq », regroupant M. Frérot, M. Obadia, M. Messier, le professeur de droit Xavier Boucobza et David Azéma, patron de la banque d'affaires Perella Weinberg en France, assurait le pilotage stratégique de l'OPA, la directrice générale adjointe chargée des opérations tenait la maison. Elle a aussi joué un rôle majeur au moment des négociations sur le choix du périmètre ou sur les engagements sociaux.

M. Frérot a pu s'appuyer également sur Claude Laruelle, l'autre directeur général adjoint, chargé, lui, des finances, fan de commandos marines, qui avait donné comme nom de code « Lorient » à l'OPA sur Suez.